Jean BAUBÉROT, Micheline MILOT et Philippe PORTIER
(dir.), *Laïcité, laïcités : reconfigurations et nouveaux
défis (Afrique, Amériques, Europe, Japon, pays arabes)*

Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2014

Philippe Ségur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/986>

DOI : 10.4000/rdr.986

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 8 novembre 2016

Pagination : 198-200

ISBN : 978-2-86820-959-7

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Philippe Ségur, « Jean BAUBÉROT, Micheline MILOT et Philippe PORTIER (dir.), *Laïcité, laïcités : reconfigurations et nouveaux défis (Afrique, Amériques, Europe, Japon, pays arabes)* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 2 | 2016, mis en ligne le 11 février 2020, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/986> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.986>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Jean BAUBÉROT, Micheline MILOT et
Philippe PORTIER (dir.), *Laïcité,
laïcités : reconfigurations et nouveaux
défis (Afrique, Amériques, Europe,
Japon, pays arabes)*

Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2014

Philippe Ségur

RÉFÉRENCE

Jean BAUBÉROT, Micheline MILOT et Philippe PORTIER (dir.), *Laïcité, laïcités : reconfigurations et nouveaux défis (Afrique, Amériques, Europe, Japon, pays arabes)*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2014, (coll. 54), 397 p.

- ¹ Cet ouvrage collectif, international et pluridisciplinaire se fixe pour ambition de proposer des analyses théoriques à l'écart des approximations, dérives ou emportements passionnels sur le sujet. Ses coordonnateurs relèvent d'emblée un certain nombre d'écueils pour l'analyse : l'idée que la laïcité se limite à la neutralité de la sphère publique, celle qu'il en existe un modèle français ou encore celle qui réduit la problématique laïque à la question de l'islam, comme le souligne ensuite Michel Wieviorka rappelant qu'ainsi instrumentalisée, la laïcité peut devenir un nouveau visage du nationalisme. Ces stéréotypes largement répandus donnent prise à des distorsions de sens qui sont aussi bien le fait des contempteurs de la laïcité que de ses plus ardents défenseurs. Les notions d'identité nationale, de citoyenneté, de communautarisme et de multiculturalisme interfèrent alors les unes avec les autres bien qu'elles relèvent de registre de sens et d'analyse différents.

- 2 La captation du terme « laïcité » dans le langage ordinaire rend donc très difficile sa manipulation en termes exclusivement académiques. Afin de mesurer la part de ses usages sociaux et de sa pratique, les développements s'ouvrent par deux témoignages d'acteurs impliqués dans les débats. Pierre Tournemire, pour la Ligue française de l'enseignement, et Pierre Galand, pour le Centre d'action laïque, retracent chacun une expérience mise ensuite en perspective par Jean-Paul Martin. Bien que limité à une approche binationale, cet exercice comparatif est utile tant il montre comment une même idée peut suivre un cheminement social divergent : trouver sa traduction juridique et institutionnelle en France, ou se muer en courant philosophique en Belgique du fait de l'échec de la translation politique de la laïcité.
- 3 Sous forme de regards croisés, les autres contributions s'attachent à cerner un objet insaisissable dans ses déterminations concrètes, mais dont on connaît pourtant les composantes politico-juridiques. La laïcité se conçoit, en effet, à partir d'une double finalité (garantie de la liberté de conscience, non-discrimination pour motifs religieux) servie par deux moyens clairement identifiés (séparation de l'État et des institutions religieuses, neutralité de l'État). Ces quatre principes socio-régulateurs, susceptibles de déséquilibres, de dissociations, voire d'hypertrophies sélectives, sont désignés par Jean Baubérot et Micheline Milot comme *les laïcités*, que rassemble le singulier usuel « la laïcité ». Cependant, l'ordre de préférence des quatre termes s'inverse parfois au point que l'on en vient à considérer les moyens comme une finalité en eux-mêmes.
- 4 Si nombre de pays du Sud portent, en effet, leurs efforts sur le travail de différenciation de la puissance publique et des autorités religieuses, c'est-à-dire sur le principe de séparation, les pays d'Europe occidentale, surtout de culture latine, ont tendance à ramener la laïcité à la dimension d'une stricte neutralité. Certes, dans l'ensemble, sur le continent européen, « la laïcité, ce n'est pas l'État séculariste, c'est l'État séculier » (Jean-Paul Willaime, p. 105). Celui-ci reconnaît les religions et se veut le garant d'un dialogue avec et entre elles. Cette neutralité, loin d'être bienveillante, se fonde sur une méfiance de principe à l'égard de religions présumées la menacer. Elle légitime parfois l'existence d'un pouvoir coercitif sur l'expression des opinions religieuses. S'agissant de la France, on peut même constater aujourd'hui « une séparation plus accommodante et une neutralité plus stricte que celles qui ont existé à la suite de la loi de 1905 » (J. Baubérot, M. Milot, p. 13). Comme l'indique Valentine Zuber, la laïcité devient alors « le quatrième terme de la devise républicaine » (p. 137) dans une rhétorique qui minimise la liberté religieuse pourtant située à son fondement. Il s'agit bien là d'une évolution de la normativité de la notion qui bascule vers une logique d'interdiction, ce en quoi Jean-Michel Ducomte voit « une subversion de [sa] fonction première » (p. 342).
- 5 Cette étude, déjà fort dense, est enrichie par plusieurs éclairages extra-européens : le débat féministe opposant l'État et une fraction de la société civile sur la question du voile musulman au Canada (Leïla Benhadjoudja), le pluralisme d'interprétation de la laïcité au Japon (Kiyonobu Daté), le modèle de « sécularité » proposé par certains États arabes après les révolutions de 2011 (Sonia Dayan-Herzbrun), l'impact des luttes féministes historiques dans la libéralisation de la société tunisienne depuis 2011 (Lilia Labidi) ou la « laïcité de subsidiarité » de la plupart des États d'Amérique latine (Fortunato Mallimaci). L'interrogation ne néglige pas le rôle des mouvements religieux et de leurs stratégies d'influence dans le débat, que la question soit circonscrite à une région du monde, l'Afrique (Jean-Pierre Dozon) ou à une institution particulière, l'Église catholique (Patrick Michel).

- 6 Sur le terrain juridique, outre de passionnantes contributions sur la prise en compte des normes religieuses dans l'interprétation du droit au Canada, à travers notamment la théorie des « accommodements raisonnables » (Anne Saris) ou sur la construction tardive et toujours en cours de la laïcité dans la Constitution mexicaine de 2012 (Roberto Blancarte), on lira avec profit les propos éclairants de Mireille Delmas-Marty qui resitue la problématique dans le contexte d'une internationalisation des droits de l'homme en pointant les dangers qui la guettent : dogmatisme, impérialisme et relativisme. Loin pourtant de mener au constat de l'universalisation d'un modèle donné de laïcité, l'ouvrage, par sa diversité de propos et d'objets, invite à prendre la mesure d'une autre modernité en train d'apparaître. Selon Philippe Portier, celle-ci enregistre simultanément un déplacement des allégeances sociales du politique vers le religieux et une republicisation de la religion, car celle-ci présente un nouvel attrait différenciateur dans une société plus que jamais massifiée et standardisée. C'est bien à ce défi lié aux transformations sociales que l'écriture ou la réécriture de la laïcité se trouve désormais confrontée.
-

AUTEURS

PHILIPPE SÉGUR

Université de Perpignan Via Domitia